

Spécialiste des préparations à l'Expertise Comptable  
et des formations en compta-gestion via Internet

# Les corrigés des examens DPECF - DECF 2006



**L'école en ligne qui en fait + pour votre réussite**

Ce corrigé est la propriété exclusive de Comptalia.com ;  
toute utilisation autre que personnelle devra faire l'objet d'une demande préalable sous peine de poursuites.

**SESSION 2006**

**ÉCONOMIE**

Durée de l'épreuve : 3 heures - Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.  
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est INTERDIT et constituerait une fraude.*

**I - COMMENTAIRE DE TEXTE**

Vous disposez du texte joint en annexe :

**« La consommation des ménages français en chute libre »**

**A l'aide du texte présenté en annexe et de vos connaissances personnelles, vous traiterez le sujet suivant : est-il possible et souhaitable de stimuler la consommation des ménages ?**

**II - QUESTIONS**

- 1. La globalisation financière : définition et principaux effets sur l'économie.**
- 2. Le financement de la création d'entreprise (aides possibles, partenaires).**

**Barème :**

**I – Commentaire : 12 points**

**II – Questions : 8 points**

- Première question : 4 points**
- Deuxième question : 4 points**

## ANNEXE

### La consommation des ménages français en chute libre

Les ménages français, confrontés à la crainte du chômage, à un faible pouvoir d'achat et à la flambée du pétrole, ont brusquement mis un frein à leurs dépenses au deuxième trimestre, retirant l'un des soutiens clés à la croissance de l'économie. Après avoir progressé de 1,2 % au quatrième trimestre 2004 puis de 0,8 % de janvier à mars 2005, les dépenses de consommation des ménages ont subi un très net coup d'arrêt au printemps, a annoncé, vendredi 19 août, l'Insee.

Elles ont reculé de 0,3 % au cours du deuxième trimestre, la plus forte baisse jamais observée depuis le quatrième trimestre 1996. Avec un impact immédiat sur la croissance du produit intérieur brut, amputée de 0,2 point à seulement 0,1 %.

Cette chute jamais vue depuis près de dix ans n'a pas surpris les économistes, qui s'étonnaient de voir les ménages continuer à consommer vaille que vaille dans un contexte marqué par un faible pouvoir d'achat et un manque de confiance dans l'avenir. *"C'était largement prévisible"*, commente Jan-Eric Fillieule, économiste du CCF.

Les ménages *"ont puisé jusqu'à maintenant dans leur épargne pour essayer de soutenir leur consommation. Mais aujourd'hui, face à la montée des incertitudes, notamment sur l'emploi, ils sont plus réticents à piocher dans leur épargne pour consommer"*, estime-t-il.

La baisse du taux d'épargne, encouragée en 2004 par des mesures ponctuelles lancées par le ministre des finances d'alors Nicolas Sarkozy - notamment le déblocage de l'épargne salariale - a atteint ses limites, alors que le pouvoir d'achat des ménages continue de stagner. *"Cela ne pouvait pas continuer car les Français ont tendance à épargner beaucoup"*, souligne Pascale Hebel, spécialiste de la consommation au Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie).

Cette experte rappelle également le ralentissement du pouvoir d'achat intervenu depuis plus de deux ans. En hausse de 3,6 % en 2002, celui-ci n'a progressé que de 0,4 % en 2003, puis de 1,4 % en 2004, selon l'Insee. Pour 2005, le Credoc prévoit une hausse à peine supérieure, de 1,5 %.

L'envolée des cours du pétrole, immédiatement ressentie par les automobilistes à la pompe à essence, n'a rien arrangé. Au deuxième trimestre *"le moral des consommateurs s'est fortement détérioré dans le sillage de prix du pétrole élevés, d'incertitudes politiques et de malaise social"*, relève Laure Maillard, économiste de Ixis CH3.

Résultat, malgré le recul significatif du chômage enregistré en juin, le moral des ménages n'a jamais été aussi bas. L'indice a stagné à -30 au mois de juillet, son plus faible niveau depuis le lancement par l'Insee de sa nouvelle enquête à l'automne 2003.

A une semaine de la rentrée scolaire, les dépenses dans la grande distribution paraissent ainsi *"moroses"*, a souligné à l'AFP Michel-Edouard Lederc, président des Centres Leclerc, qui relève que les consommateurs privilégient de plus en plus les produits les moins chers au détriment des grandes marques. Et la situation ne devrait pas s'améliorer dans l'immédiat, craignent les économistes.

Les entreprises, qui ont fortement réduit leurs investissements au deuxième trimestre, ne paraissent guère disposées à embaucher, notamment dans le secteur industriel touché de plein fouet par la hausse des prix de l'énergie, souligne Laure Maillard. Avec les deux principaux moteurs de la croissance économique - consommation et investissement - en panne, *"// est à craindre que le chômage restera élevé, le pouvoir d'achat faible et la consommation de moins en moins soutenue"*, juge Marc Touati, économiste chez Natexis Banques Populaires.

*Le Monde.fr - Article publié le 19.08.05*

## **I – Commentaire de texte**

**Sujet : Est-il possible et souhaitable de stimuler la consommation des ménages ?**

### **Éléments de corrigé sous forme d'un plan détaillé**

#### **Introduction**

**Accroche :** La consommation de masse apparue en France dans les années 60, désigne l'accès au plus grand nombre de biens et de services de consommation extrêmement variés. Cette tendance s'est développée, alors que les économies nationales à l'époque ont connu des taux de croissance économique et une hausse du niveau de vie moyen jamais égalés. Il semble donc y avoir un rapport étroit entre l'opulence économique et la consommation finale des ménages.

**Définition du terme principal du sujet :** la consommation finale des ménages est une opération économique qui consiste à détruire plus ou moins progressivement des biens et des services, lors de leur utilisation pour la satisfaction des besoins humains.

**Rappel de la problématique :** Dans quelle mesure la consommation finale des ménages participe à la croissance économique ? – Comment est-il possible de la stimuler ?

**Présentation du plan :** Pour répondre à cette interrogation, nous analyserons dans un premier temps les contributions de la consommation finale des ménages au processus de croissance économique, pour dans un deuxième temps envisager les moyens et les limites de sa relance.

#### **Développement**

**Partie I - L'évolution quantitative de la consommation finale des ménages a une influence essentielle sur le rythme de la croissance économique**

**Sous-partie A - La Consommation finale des ménages, principal moteur de la croissance économique**

##### 1 – L'analyse des moteurs de la croissance économique

La croissance économique, c'est-à-dire la variation positive d'un indicateur de production comme le Produit Intérieur Brut (PIB), dépend de l'évolution des trois débouchés possibles de cette production, à savoir :

- la consommation finale des ménages (y compris celle relatives aux biens et services collectifs) ;
- l'investissement (principalement des entreprises, mais aussi dans une moindre mesure de l'Etat et des ménages par le biais de l'acquisition de logements) ;
- les exportations, c'est-à-dire la vente de biens et de services de consommation et de biens d'équipement au reste du monde.

Or, en France comme dans la plupart des pays industrialisés, la consommation finale représente environ 60 % de la production de la production, alors que l'investissement et les exportations représentent en fonction des années plus ou moins 20 % de cette production.

La variation de la consommation finale est donc bien le principal moteur de la croissance économique.

##### 2 – La consommation finale des ménages entraîne celle de l'investissement et de l'emploi

Outre, cette importance capitale dans le processus de croissance, la consommation finale des ménages est en mesure de tirer le deuxième moteur qu'est l'investissement des entreprises. L'effet de l'accélérateur consiste en effet à ce que toute augmentation de la demande adressée aux entreprises

provoque plus ou moins rapidement celle des investissements de capacité destinés à répondre à cette demande additionnelle (sous réserve que les capacités de production des entreprises soient déjà correctement utilisées).

Cette augmentation de l'activité des entreprises s'accompagne normalement d'une reprise de l'emploi qui induit une augmentation du revenu des ménages, donc de leur pouvoir d'achat, qui à son tour stimule une nouvelle hausse de la consommation. ...

### 3 – Pourtant, un rythme trop élevé de la consommation peut entraîner des déséquilibres économiques

Ce processus vertueux entre consommation et croissance doit être équilibré. Une hausse trop brutale de la consommation des ménages, alors même que les capacités de production sont pleinement utilisées débouche sur une augmentation des prix et l'inflation généralisée vient perturber le processus de croissance, à moins qu'elle ne profite aux partenaires commerciaux par le biais de l'augmentation des importations.

## **Sous-partie B - Cette relation est confirmée par l'analyse de la conjoncture de l'économie française en 2004 et 2005.**

### 1 – Faiblesse de la consommation, faiblesse de la croissance

Le document montre bien que la faiblesse de la consommation explique celle de la croissance : au deuxième trimestre 2005, la dépense de consommation a reculé de 0,3%, engendrant une quasi stagnation du PIB (+ 0,1%). Il s'agit donc de comprendre les origines de l'atonie de la consommation finale des ménages.

### 2 – Les principaux déterminants de la consommation finale des ménages mal orientés

Le ralentissement de la progression du pouvoir d'achat des ménages : selon le document, il a connu une progression annuelle comprise entre 0,4% et 1,5 % entre 2003 et 2005, contre 3,6 % en 2002. Or, le revenu demeure le principal déterminant de la consommation finale des ménages.

L'augmentation de certains prix, extrêmement sensibles pour les ménages à faible revenu et ce dans un contexte d'inflation maîtrisée : Il s'agit de la flambée des prix du logement tant à la location qu'à l'acquisition (+ 4% en 2005), ainsi que l'augmentation des prix du pétrole qui font déraiser le budget des ménages en matière de dépense de logement, d'éclairage et de chauffage, ainsi qu'en matière de transport. Or ces dépenses représentent en moyenne 40 % du budget des ménages. Il ne faut donc pas s'étonner de la faiblesse de la consommation sur tous les autres postes !

### 3 – Le moral des français au plus bas

Enfin, le moral des français est au plus bas (moins 30 pour l'indice de confiance en juillet, selon le document). Cette détérioration étant pour partie liée aux deux évolutions précédentes et pour partie liée à l'appréciation de la situation sociale française (niveau élevé du chômage malgré une légère décrue, crise des banlieues, crise du CPE, climat politique délétère, interrogations sur l'avenir de la protection sociale) et internationale (menaces et attentats terroristes, guerre en Irak, en Afghanistan...).

Cette inquiétude quant à l'avenir empêche la baisse du taux d'épargne qui demeure très élevé, proche de 15 % et qui empêche toute augmentation significative des dépenses de consommation.

### Transition entre la partie I et II

La consommation finale des ménages est un moteur fondamental de la croissance économique. Pour cette raison, il semble particulièrement opportun de la relancer quand le rythme de croissance est faible. Pour cela, il est nécessaire d'agir sur ces principaux déterminants, notamment au moyen des instruments de la politique économique, sans oublier toutefois que cette dernière ne constitue pas une réponse parfaite.

## **Partie II - La relance de la consommation finale passe par différents moyens, mais présente certaines limites**

### **Sous-partie A - Agir sur les principaux déterminants de la consommation finale pour la relancer**

#### 1 – Agir sur le revenu des ménages

Par la politique fiscale : baisse de la fiscalité sur le revenu des ménages (IR). Ce moyen permet d'augmenter le revenu disponible et le pouvoir d'achat. Cette politique a été engagée en France (bien que modestement), mais 50 % des ménages ne sont pas assujettis à cet impôt dans notre pays. La prime pour l'emploi qui s'interprète comme un impôt négatif à destination des salariés les plus modestes est clairement destiné à encourager la consommation des ménages dont la propension à consommer est maximale.

Par la politique des revenus

On peut penser à augmenter les revenus de transfert, comme les minima sociaux ou les indemnités chômage. L'Etat peut enfin, donner un coup de pouce au SMIC, ce qui a été fait ces dernières années à l'occasion de l'harmonisation des différents niveaux consécutifs à l'adoption des 35 heures.

Par la politique d'emploi et de lutte contre le chômage. Toutes les mesures d'aide à la création d'emploi par les entreprises, comme la baisse significative des charges sociales sur les bas salaires ou l'introduction de contrats de travail plus flexibles, doivent conduire à terme à une augmentation de la consommation, via celle préalable du revenu disponible global. Mais le document nous montre pourtant que la légère baisse du chômage enregistrée depuis 2005 n'a pas débouché sur une reprise de la consommation.

#### 2 – Agir sur le niveau général des prix

Les prix dans une économie de marché sont fixés par la confrontation de l'offre et de la demande, l'Etat ne peut dans ce cadre qu'inciter à la modération. C'est le sens de l'accord signé en 2005 entre l'Etat et les enseignes de la grande distribution. En ce qui concerne l'énergie, l'Etat pourrait renoncer à une partie de la TIPP (ce qui pose le problème de l'aggravation du déficit budgétaire) et utiliser les entreprises publiques du secteur de l'énergie pour modérer les répercussions du prix du brut.

#### 3 – Agir sur l'arbitrage épargne- consommation

L'Etat, par le biais de la fiscalité peut inciter à la désépargne. Il peut, par exemple, fiscaliser davantage les revenus de l'épargne (projet de fiscalisation de l'assurance vie à support obligatoire). L'Etat a aussi débloqué pour la deuxième année consécutive, les réserves liées à l'intéressement des entreprises.

En ce qui concerne l'action par la politique monétaire, qui consiste à faire baisser les taux d'intérêt, pour d'une part faire baisser le taux d'épargne et d'autre part relancer la consommation à crédit de biens durables, il est à noter l'impossibilité d'utilisation de ce moyen au niveau national depuis l'adoption de l'euro et la définition d'une politique monétaire commune.

#### 4 – Le rôle de l'offre et du comportement des entreprises

Enfin, il ne faut pas négliger le rôle de l'offre dans le processus de la consommation finale. La modération des prix stimule effectivement la consommation, comme en témoigne la réflexion d'E. Leclerc fournie par le document. Par ailleurs, les innovations sur les produits et les services soutiennent la demande. Ainsi, la consommation de produits de téléphonie et d'informatique a contribué à soutenir la consommation des ménages français depuis la fin des années 90.

Les moyens d'action pour stimuler la consommation sont divers, souvent impulsés par la politique économique impulsée par les pouvoirs publics. Pour autant aucun de ces moyens ne permet à coup sûr d'aboutir à une augmentation du niveau de la consommation des ménages.

## **Sous-partie B – Mais cette relance comporte un certain nombre de limites**

### 1 – Les limites liées à la structure de la consommation

L'augmentation du pouvoir d'achat peut bénéficier aux produits importés et n'a donc qu'une faible influence sur la conjoncture économique nationale. Cette limite a été rencontrée lors de la relance effectuée en 1981 par le gouvernement socialiste de l'époque.

### 2 – Les limites liées au comportement des entreprises

Les entreprises peuvent ne pas répondre à la demande additionnelle de biens de consommation, faute d'une rentabilité suffisante, faute d'une spécialisation permettant de satisfaire le surcroît de demande des consommateurs (absence d'innovations, par exemple), faute enfin de capacités de production disponibles.

### 3 – Les limites liées à l'état d'esprit des ménages

Le moral des ménages, s'il est trop bas et que ceux-ci ne perçoivent d'amélioration sensible de la situation économique, politique et sociale peut enrayer toute velléité de redémarrage de leur consommation. Or, il est très difficile d'agir sur ce type de déterminant psychosociologique qui par définition est en partie irrationnel.

### 4 – Les limites liées aux anticipations des ménages relatives aux politiques de relance

Enfin, conformément à la théorie des anticipations rationnelles, les ménages peuvent percevoir les mesures de relance de la consommation comme illusoire. Ainsi, les politiques de relance, par l'augmentation des dépenses budgétaires ou par la baisse de la fiscalité seront perçues comme conjoncturelles, aboutissant en fin de compte à l'augmentation de la pression fiscale, notamment pour lutter contre les déficits budgétaires qu'elle n'auront pas manqué de générer.

## **Conclusion**

### **Rappel des conclusions des parties I et II**

### **Ouverture**

Si on connaît bien les déterminants de la consommation, l'évolution du système économique multiplie leur interdépendance et leur complexité. De plus, les déterminants psychosociologiques semblent de plus en plus présents dans la motivation des agents économiques. Dans ce cadre, toute action volontariste des pouvoirs publics pour agir en faveur d'une augmentation de l'activité aboutit de plus en plus difficilement aux résultats escomptés.

Au-delà du problème de la relance de la consommation, c'est l'efficacité même de toute politique économique qui semble remise en cause.

## **II – Questions**

### **1 - La Globalisation financière : définition et principaux effets sur l'économie**

La globalisation financière désigne la constitution d'un marché des capitaux intégré, à l'échelle mondiale, alors que jusqu'aux années 80, la logique de marchés de capitaux nationaux relativement cloisonnés et fermés l'emportait. Aujourd'hui l'ensemble des places financières sont interconnectées, les entreprises peuvent y coter leurs titres et les épargnants les acheter, quel que soit leur pays de résidence. Les mêmes tendances peuvent être observées au niveau des marchés monétaires et des changes. Les grandes banques ont enfin développés leur réseau à l'échelle de la planète. Les domaines monétaires et financiers constituent donc le fer de lance de la mondialisation en généralisant les interdépendances au niveau planétaire.

La globalisation financière a été provoquée par plusieurs évolutions concomitantes, comme la libéralisation des mouvements de capitaux et la disparition du contrôle des changes par l'ensemble des pays développés. La dématérialisation de la monnaie et des titres financiers a par ailleurs, associée au développement des TIC (transmission satellitaire des données, utilisation du réseau Internet), permis l'accélération de la vitesse de transaction à l'échelle mondiale.

Ce phénomène n'est pas sans conséquence sur l'économie mondiale. Ces conséquences peuvent d'abord être considérées comme positives :

la globalisation financière a permis une meilleure allocation des actifs financiers au niveau mondial, par la mise en concurrence des différents espaces et marchés nationaux. Ainsi, les épargnants peuvent en permanence optimiser leur épargne et les emprunteurs minimiser le coût de leur financement. Par exemple, le coût du capital a fortement diminué dans les pays en développement. L'essor des investissements directs à l'étranger, qui sont une condition du développement des pays les moins avancés, est aussi lié à cette globalisation.

Pourtant, les conséquences négatives sont aussi présentes :

- d'une part les comportements spéculatifs sont favorisés par le phénomène, entraînant une certaine instabilité au niveau monétaire et financier ;
- d'autre part, l'harmonisation croissante de la rémunération du capital, fait peser des contraintes de plus en plus fortes sur les entreprises (exigences de rentabilité) et les nations. Pour ces dernières, l'autonomie des politiques monétaires semble définitivement appartenir au passé ;
- par ailleurs, les risques de contagion et de diffusion des crises financières (crise asiatique, crise russe, crise mexicaine...) sont croissants. Les crises financières seront donc probablement le nouveau visage des crises économiques du futur ;
- enfin, notons que cette extrême libéralisation des mouvements de capitaux, est une aubaine pour le recyclage et le blanchiment de l'argent sale issu du crime organisé, du trafic d'armes ou de drogue, pour le financement des activités terroristes.

## **2 - Le financement de la création d'entreprises (aides possibles, partenaires)**

La création d'entreprises, indispensable tant du point de vue de la lutte contre le chômage, que de celui du dynamisme de tissu productif, nécessite un financement spécifique.

La première source de financement est naturellement celle apportée par le ou les créateurs. Il s'agit pour eux de puiser dans leur épargne. La constitution d'une société de personnes et surtout de capitaux permet d'augmenter le montant des capitaux disponibles.

Les créateurs peuvent ensuite mobiliser l'épargne de proximité, en sollicitant leur entourage. Le micro-crédit est un dispositif structuré de mobilisation de l'épargne de proximité.

Les possibilités de financements bancaires, sont très limitées à ce niveau, à l'exception toutefois de l'octroi de prêts personnels gagés sur des éléments de patrimoine du créateur. Le financement externe peut être assuré par les sociétés de capital risque qui réclament en contrepartie soit une participation active à la gestion de la jeune pousse, soit la détention d'une partie de son capital.

Il faut noter également, les possibilités de financement offertes par les pouvoirs publics, sous forme de primes et subventions à la création, notamment pour les demandeurs d'emploi. Les exonérations fiscales et sociales constituent également un financement indirect à l'exploitation des jeunes entreprises (l'ACRE, pour la constitution de micro-entreprises). La "SARL au capital d'1 €" adoptée en France permet, en théorie du moins, de diminuer le besoin de financement lié à la création d'entreprises. De même, les exonérations fiscales accordées aux ménages, pour les investissements risqués dans les nouvelles entreprises développant des projets technologiques innovants, favorisent le financement de telles entreprises.

Enfin, les entreprises anciennes et généralement de grande taille, peuvent aussi participer au financement de la création d'entreprise, par l'essaimage ou par le financement de multiples structures, de manière à constituer un vivier dynamique de jeunes entreprises innovantes, leur permettant de bénéficier des fruits de leur recherche et développement. Cette pratique est très courante dans les activités informatiques.